

5 février 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours d'Emmanuel Macron au diner du CCAF

Mesdames, messieurs les ministres ;

Madame la maire de Paris ;

Mesdames, messieurs les parlementaires ;

Madame la présidente de la région Ile-de-France ;

Monsieur le président du Conseil départemental ;

Messieurs les co-présidents ;

Chers amis ;

Mesdames, messieurs les ambassadeurs, élus, représentant des cultes ;

Mesdames, messieurs, chers amis.

Avant toute chose, je veux, à mon tour, vous dire madame la maire, combien ce qui s'est passé ce matin, dans le 16ème arrondissement de Paris est un deuil pour la nation toute entière, vous dire que nos concitoyens qui ont péri dans cet incendie, c'est l'émotion de toute la nation, et que l'héroïsme des sapeurs-pompiers de Paris, une fois encore auquel vous avez rendu hommage, c'est notre fierté à toutes et tous. Je veux ici lever une ambiguïté, madame SALAMÉ si vous m'y autorisez, il ne s'agit pas d'une session du grand débat national. Je dis cela pour rassurer celles et ceux qui auraient des angoisses sur le moment où le dessert sera servi. Vous avez avec la même franchise que d'habitude, levé beaucoup de points dans vos interventions et je vais m'attacher à y répondre comme l'année dernière. Parce qu'au fond cette amitié, ce dialogue de vérité, qui nous lie et c'est ainsi qu'ensemble nous faisons profondément nation. La première chose qui nous lie, à laquelle nous tenons toutes et tous tant, c'est le fil de cette mémoire commune. Elle plonge dans beaucoup des familles de chacune et chacun d'entre vous, elle plonge dans la mémoire du pays. Il y a quelques mois, avec plusieurs visages amis ici présents, en octobre, à Erevan, comme beaucoup d'entre vous l'avaient fait avant moi, j'ai déposé cette fleur blanche au mémorial du génocide, et à ce moment-là, au « Fort des hirondelles », devant la flamme éternelle et dans l'intimité de sa conscience, chacun se fait, intimement, intensément, le serment de ne jamais oublier, de ne jamais s'habituer, de ne jamais se résigner. On se souvient des mots de celui que beaucoup ont évoqué ce soir, *ils sont tombés les yeux pleins de soleil, en croyant que leurs enfants pourraient continuer leur enfance, et qu'un jour, ils fouleraient les terres d'espérance*. Cette terre d'espérance pour vos parents, vos grands parents, ce fut la France. Et ces enfants d'Arménie sont devenus français, et ont fait l'histoire de notre pays. Chacun à leur mesure, chacun à leur façon, et dans chaque famille, vous portez une part de cette dette, mais la nation tout entière porte une part de ce viatique. Parmi ses illustres enfants, 3 tout particulièrement nous ont quittés cette année, vous les avez à plusieurs reprises cités : Arsène TCHAKARIAN, le dernier témoin du *groupe Manouchian*. L'un de ces réfugiés et apatrides venus d'Orient, qui se sont battus, qui sont tombés, pour défendre la liberté, notre liberté. TCHAKARIAN, ce héros français de la Résistance qui, toute sa vie, est allé dans nos écoles pour raconter ce sombre jour du 21 février 1944 au mont Valérien et le combat qu'il a mené, juste pour que nous soyons libres. Charles AZNAVOUR, ce fils d'immigrés est devenu l'ambassadeur de la langue française, que le peuple français et le peuple arménien ont ensemble, à l'unisson, madame l'Ambassadrice, monsieur l'Ambassadeur, pleuré au même moment, honoré au même moment. Lui qui avait su venir au secours de l'Arménie lors du terrible tremblement de terre de 88, permettant aux enfants d'aller à l'école, aux familles de s'abriter, au peuple arménien de se reconstruire. Michel LEGRAND, lui dont le regard toujours animé d'un joyeux sourire, se voilait un peu quand il évoquait son grand père musicien, déjà, parti à 9 ans de son village d'Arabkir, son petit frère sur les épaules, pour fuir l'horreur qui avait frappé sa famille. Ils sont tous, tous les 3, à leur manière, des visages de la France, d'une génération, et de destins qui ont contribué à faire notre pays. Aucun d'eux n'était triste, je ne dis pas qu'il n'y avait pas une certaine mélancolie dans le regard, parfois. Aucun d'eux n'était triste mais ils avaient à chaque instant cette exigence bienveillante, qui ne permet pas de s'abandonner au chagrin, mais qui fait qu'on n'oublie jamais d'où l'on vient, et qu'on sait où on veut habiter. Et si nous sommes tous orphelins, le plus bel hommage que nous puissions rendre à ces trois-là, c'est de rester fidèle dans nos pensées, dans nos actions, dans nos décisions, à ce qu'ils

ont porté, chacun, durant toute leur vie. Leur destin, nous dit quelque chose de ce que nous sommes, de ce qu'est la France, de ce dont nous devons être fiers, et de ce qui nous fait. La France, c'est, d'abord et avant tout, ce pays qui sait regarder l'histoire en face, ce pays qui par la voix de CLEMENCEAU, d'Anatole FRANCE, de Jean JAURES dénonça parmi les premiers, la traque assassine du peuple arménien dans l'empire Ottoman, qui dès 1915, nomma le génocide pour ce qu'il était : un crime contre l'humanité et contre la civilisation, qui en 2001, à l'issue d'un long combat que vous avez porté ici, l'a reconnu dans la loi, et qui, comme je m'y étais engagé, fera dans les prochaines semaines du 24 avril une journée nationale de commémoration du génocide arménien. Parce que oui, l'histoire des Arméniens de France c'est une histoire française, et parce que le génocide arménien appartient à notre mémoire, et doit être commémoré par notre République. Comme vous, avec vous, je combattrai toujours de toutes mes forces, toutes les formes de négationnisme qui sont une insulte à la mémoire des morts et à la dignité des vivants. Ce combat est un combat que nombre d'entre vous ont mené pendant des années, que dis-je des décennies, je veux ici à nouveau saluer, le travail, l'engagement, la vie dédiée de Serge et Beate KLARSFELD qui ont mené ce combat de vérité. Parce que ce combat reste un combat actuel, aucun d'entre nous ne doit se résigner, s'habituer ou se faire à l'idée que cette bataille sera gagnée. C'est tout l'inverse. Baisser la garde, s'habituer à des propos d'estrade qui sonnent toujours plus fort parce que ça fait du bruit, parce que c'est spectaculaire, banaliser l'injure, comme on la voit remonter, laisser le doute reprendre place chez nous ou dans d'autres pays, c'est trahir ses combats menés durant tant et tant de décennies, c'est trahir tous ceux qui sont tombés, tout ce que nous avons construit. Banaliser l'injure, c'est se résigner au pire, renoncer à défendre la vérité, c'est se condamner à la déraison, et vous l'avez rappelé. Le souvenir de vos aînés, nous rappelle ce coût, des habitudes, de la banalisation du mal et nous appelle à la responsabilité pour que plus jamais l'histoire ne bégaye. Je soutiens ce titre pleinement, le renforcement de la coopération entre le Mémorial d'Erevan et le Mémorial de la shoah qui a été acté lors de ma visite à Erevan. La mémoire des génocides, c'est ce travail et c'est avant tout, toujours, inlassablement, le travail des historiens et des citoyens. Je salue à ce titre le travail de Vincent DUCLAIR et les mots qu'il a eus tout à l'heure pour ce soir, non seulement accepter la reconnaissance qui lui était faite, mais la responsabilité qui accompagne son travail et celui de citoyens qui ne regardent pas simplement l'histoire s'écrire, les témoignages se construire et la vérité s'édifier, mais qui ont un rôle à y jouer. Les historiens et les citoyens sont les premiers acteurs de ce combat que vous avez livré, et que nous continuerons à livrer à vos côtés. Et la responsabilité de l'État français est en effet, de s'assurer qu'en toute indépendance, pour qu'émerge une vérité, celle évidemment des témoins lorsqu'il existe encore pour certains génocides, mais la vérité historiographique puisse émerger, être respecté, être reconnue, être étudiée, apprise, partout enseignée, pour que jamais la négation ne redevienne une possibilité. Cette mémoire des génocides, elle suppose notre engagement, votre engagement. L'engagement des Françaises et des Français aujourd'hui, demain, qui au-delà de tous les désaccords qui peuvent avoir, ne doivent jamais oublier, que si nous avons ce luxe de pouvoir débattre, c'est précisément parce que tant se sont battus pour nous l'offrir. Et le travail qui a été distingué ce soir et remis en décembre au ministre de l'éducation nationale, est à cet égard, une pièce importante de ce travail. Je souhaite qu'il puisse porter ses fruits, pour que les citoyens de demain soient pleinement conscients des vérités du passé, et puissent faire en conscience leurs propres choix. C'est plus que jamais essentiel au moment où la violence de l'histoire réapparaît, où des génocides sont à nouveau commis ou les crimes contre des civils, des enfants, des personnels humanitaires, des journalistes, sont sans équivalent dans notre histoire récente. N'oublions pas qu'Alep où l'horreur s'est à nouveau produite, fut le lieu des tragédies, du début du vingtième siècle. N'oublions pas que ces tragédies contemporaines, se font d'autant plus facilement, que tant et tant de dirigeants parfois d'habitants, s'étaient habitués à ne plus dire ce qu'il s'y était passé. Souvenons-nous des derniers mots de Missak MANOUCHIAN : « Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la liberté sauront honorer notre mémoire dignement ». Oui, nous devons nous montrer digne de ce message, de notre histoire en défendant de toutes nos forces, un ordre international fondé sur le respect de chacun, et des règles définies en commun, en nous battant pour que les droits de l'homme soient respectés, 70 ans après la déclaration de 1948, en garantissant les conditions de la paix pour les générations futures. Et c'est précisément ce que la France a fait le 11 novembre 2018, 100 ans après la fin de la Grande Guerre, en organisant le premier Forum de Paris pour la paix. Je vous ai entendu sur ce sujet, mais qu'elle est, de là où je suis ma responsabilité, de tout dire de cette histoire, de sa vérité, de la part d'imprescriptible qui l'accompagne. Mais dois-je pour autant la faire bégayer ? Ma responsabilité est-elle parce qu'aujourd'hui, un dirigeant, le président turc, ne partage pas sur ce point - et j'y reviendrai - la vision portée par la France, et nos valeurs sur ce sujet. Dois-je enfermer à mon tour, l'ensemble du peuple turc dans ce passé ? Dois-je le renfermer dans une conflictualité ? Dois-je décider : on va faire un forum pour la paix à Paris, nous inviterons tous les belligérants, sans qu'ils se soient entretués, ceux qui de part et d'autre de la frontière, on eu des millions de vies brisées, et parce qu'aujourd'hui, il y a un dirigeant qui n'est pas au rendez-vous de l'histoire que nous dénonçons, dire simplement la Turquie tout entière., le peuple turc tout entier n'y a pas sa place. Non, ça n'est pas mon rôle. Non, parce que là c'est m'enfermer, m'enfermer dans les bégaiements de l'histoire. Tendre la main, bâtir la paix, construire des ponts pour dialoguer, sans rien céder dans le même temps au discours de vérité, à ce que l'histoire dit, aux faits, à la réalité. Je ne peux pas être sur ce sujet, votre militant. Mais précisément parce que le président ERDOGAN n'est pas le peuple turc, précisément. Précisément, mais il est aujourd'hui, le président de la Turquie, et je ne suis pas à Paris en tant que président du peuple français, celui qui a la légitimité pour dire : « cette personne est légitime devant le peuple turc ou pas ». Ça n'est pas ma conception de la souveraineté des peuples. Ça n'est pas la mienne, je défends à tout prix nos valeurs, je les défends lorsque je lui parle. Je les défends. Je les défends, mais je ne suis pas là pour simplement vous dire les choses qui vous font plaisir, ou alors il ne faut pas

vérités, mais je ne suis pas là pour simplement vous dire les choses qui vous font plaisir, ou alors il ne faut pas m'inviter. Mais je dis simplement que faire avancer les choses, que faire avancer, je crois à la responsabilité de la France, ce n'est pas s'enfermer dans le clan de ceux qui seraient d'accord sur tout. C'est précisément parce que nous avons cette relation à l'universel : savoir considérer qu'un peuple n'est pas toujours enfermé dans l'expression politique du moment auquel il appartient, mais ce n'est pas pour autant décider de se substituer à la souveraineté de ce peuple. Tant autour du monde, vous direz aujourd'hui qu'il considère que je ne me représente pas la vérité qu'ils se font du peuple français. Revenons dans ce discours. Nous avons tant de fois par le passé, commis cette erreur de vouloir à la place des peuples ce qui était bon pour eux-mêmes. À chaque fois, quel a été le résultat ? Nous nous sommes débarrassés de celui qui n'était pas d'accord avec nous, mais pour quelle situation ? Pour quelle issue ? Ce qui nous a fait, mes amis, c'est aussi ce principe de souveraineté des peuples, et donc travaillons pour précisément ne pas enfermer la Turquie contemporaine dans une réalité politique qui n'est pas celle dans laquelle nous nous reconnaissons, qui ne défend pas nos valeurs. Aidons celles et ceux qui portent d'autres valeurs, mais ne décidons pas de l'ostraciser du cours du monde. Et lorsque, aujourd'hui, nous menons un forum pour la paix, je vous le dis en pleine conscience, et en l'assumant totalement devant vous ce soir : la responsabilité pleine et entière du président de la République française est d'inviter le président de la Turquie.

Et dans le même temps, à chaque fois que j'ai invité le président turc et que je l'ai vu, je lui ai dit la vérité, je lui ai dit les choses, en privé, et en public. Et vous avez... je l'ai dit et y compris quand il s'agit du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Je vous invite à retrouver la conférence de presse faite en début d'année 2018 avec le président ERDOGAN. Je ne suis pas du genre à me confondre dans les ambiguïtés. J'ai été très clairement, président... Président, je vous ai écouté. Je n'aurai pas vos positions sur ce sujet parce que je n'ai pas vos responsabilités. Nous ne parlons pas de la même place, mais je... Croyez-moi, je commettrais une erreur, je le crois très profondément, à faire autrement. On m'a souvent reproché d'être trop indulgent. J'attends les dirigeants occidentaux qui sont aussi francs avec le président SISSI sur les droits de l'homme que je l'ai été il y a quelques jours, et que j'ai été et que j'ai... Je vous invite... Ne soyez pas - même si nous sommes dans ces heures de grand débat - dans les interpellations de toute part de la pièce. Je l'ai été, très clairement à chaque fois, sur ce sujet celui, des droits de l'homme, celui des droits des journalistes, à chaque fois que j'ai vu le président ERDOGAN, en Turquie comme en France, avec d'ailleurs des résultats à la clé, sur plusieurs journalistes.

Mais je mène depuis 2 ans maintenant, un dialogue exigeant avec le président turc. Nous avons des désaccords assumés sur la défense des intérêts de nos alliés kurdes, dans la lutte contre Daesh - j'y reviendrai - sur la question des droits de l'Homme, des libertés fondamentales en Turquie, sur le génocide et le passé. Nous avons aussi des points importants de convergence, qui justifient pleinement ce dialogue, et la place que la Turquie joue dans la région, comme sur la nécessité d'une transition politique en Syrie, dans le cadre des Nations Unies, car aucune solution militaire ne mettra fin à ce conflit. Et dans ce cadre, à ce titre, le dialogue avec la Turquie est indispensable. Indispensable. Évidemment, la question de la reconnaissance du génocide arménien fait partie de nos échanges, et sur chacune des étapes de mes déclarations, y compris les actes que nous aurons à prendre, comme je viens de m'y engager devant vous, il a été informé. J'ai eu l'occasion de lui rappeler quels avaient été mes engagements aussi devant le peuple français souverain. Mais je me refuse en effet à rompre le fil de ce dialogue. Peut-être est-ce parce que, au fond, je considère que refuser de parler, ce serait refuser de regarder la réalité en face, et renoncer de la changer. Refuser de parler, pour nous Français, ce serait laisser seuls tant et tant qui se sont battus, ont perdu leur vie et qui ont besoin que ce dialogue soit là, et de ne pas laisser la totalité du peuple turc, face à son président, mener un cours de plus en plus loin du concert des nations. Et je crois très profondément que notre responsabilité par ce dialogue exigeant, c'est en effet d'aider notre ami Garo PAYLAN, d'aider Hrant DINK, ce héros qui a donné sa vie pour le pluralisme, sa veuve, et sa fondation.

Et de considérer que le rôle de la France - et je le crois profondément - c'est d'être partout dans le monde, aux côtés des combattants de la liberté, aux côtés de ceux que la violence de l'histoire voudrait faire taire ; et de parler à toutes les nations, pour pouvoir progressivement construire cette paix. La bouscule de l'ordre international contemporain nous pousserait tous et toutes à mener si vite la fermeture, l'oubli, le camp contre camp. Notre rencontre cette année, met à cet égard l'accent sur la protection des chrétiens d'Orient. C'est un combat qui est au cœur - je le crois très profondément - de la responsabilité de la France dans la région. Nous sommes mobilisés, plus que tout autre, sur ce sujet, et nous renforcerons encore notre engagement au cours des prochains mois. J'ai eu l'occasion là aussi de le faire encore en Egypte, en annonçant l'accueil d'une nouvelle conférence à la fin de ce semestre. Et c'est aussi ce que nous conduisons partout, aux côtés d'engagés, sur ces sujets qui ont été honorés ce soir. Je veux, Madame MOGOSSIAN vous rendre hommage pour l'action qui est la vôtre. Je veux également, à travers vous et avec vous ce soir, rendre hommage à Nadia MURAD et au travail qu'elle mène aussi. L'une et l'autre, dans cette région du monde si bousculée, balafnée, traumatisée, vous menez un combat essentiel, un combat pour des minorités, un combat pour réparer les âmes, un combat pour réparer les êtres, et je crois très profondément que dans cette région, l'engagement de la France aux côtés d'associations comme la vôtre, ou comme celle de Nadia MOURAD, que nous avons mis à l'honneur, et qui a pu lancer son initiative lors du Forum de Paris pour la paix, c'est reconnaître pleinement le

fait que toutes celles et ceux qui est en situation de minorité dans cette région ont failli disparaître sous les coups de boutoir de l'obscurantisme de Daesh. Notre rôle, si nous voulons dans la durée construire la paix, c'est de rebâtir ce pluralisme dans la région. Le rôle de la France est, précisément, de s'assurer que chacune de ces communautés, chacun de ces peuples, soit par son ethnie, soit par sa religion, tout simplement par ce qu'il est et, que les autres ne veulent pas voir, a le droit de vivre dans cette région du monde, comme dans toutes les autres. Ce combat, c'est le véritable combat pour l'universel et que vous ayez décidé ce soir de mettre la protection des chrétiens d'Orient et les combats que mènent les associations qui ont été célébrées sur le devant de la scène est, pour moi, une preuve importante de cette défense commune que nous avons tous et toutes, des valeurs d'universel et de celles que nous portons dans la région. Le devoir de la France, le nôtre, cette vocation de l'universel et du multilatéralisme dans la région, c'est d'être profondément convaincu qu'aucune solution facile ne construira durablement la paix en zone irako-syrienne, c'est de considérer que même le camp du plus fort qui peut à un moment apparaître, qui semblerait partager nos intérêts, avoir éradiqué Daesh, ou tous les groupes terroristes qui sont évidemment nos premiers ennemis dans la région, quand bien même ce combat serait gagné, il n'est pas suffisant. Quand bien même ce combat serait gagné, chaque minorité, chaque communauté, chaque peuple de la région a le droit de vivre, d'être reconnu, d'être en paix dans cette région, car aucune stabilité ne se construira sans cela, parce que nos valeurs ne seront pas défendues sans cela, parce que le terrorisme renaîtra, sinon, de ses ressentiments. C'est pourquoi la France restera profondément engagée à l'égard des forces d'opposition, et en particulier des Kurdes, qui se sont battus avec courage en Syrie sur le terrain...

... pendant tant d'années. Alors que le combat contre Daesh est en train de s'achever, c'est le dialogue que j'ai eu dès les premières heures de l'annonce américaine d'une décision de retrait, pour que les forces de la coalition n'abandonnent pas ceux qui se sont véritablement battus contre Daesh sur le terrain, pour notre liberté, contre nos terroristes. Et c'étaient eux. Et notre responsabilité, est de nous assurer que quelques solutions politiques qui émergent dans la région, puissent maintenir en effet leur place, leur liberté et leur permettre de vivre.

Et c'est ce même combat que nous poursuivrons, que nous avons poursuivi, que nous poursuivrons avec vous Madame et que nous avons poursuivi avec l'appel de Nadia MURAD si justement mise à l'honneur ce soir, grâce à laquelle 100 femmes yézidiennes et leurs enfants, ont été accueillis il y a quelques semaines en France. Aujourd'hui, comme hier, rien n'est facile. Les appréhensions, les tensions, existent partout sur les traditions d'accueil, et il serait illusoire de les nier. Et ce soir, vous avez à plusieurs reprises, su rappeler justement la force de ce message, du devoir de l'asile, de cette générosité qui fait la France, d'accueillir les uns et les autres sur notre sol, lorsqu'ils sont menacés, lorsqu'ils doivent être protégés. L'histoire des Arméniens de France, c'est tout cela, ce passé qui oblige, cette dialectique qui nous est imposée, même quand l'ordre des nations n'est pas celui qu'on voudrait forcément voir mais parce que c'est celui avec lequel nous devons faire, mais c'est aussi ce qui structure, nourrit, la relation contemporaine entre l'Arménie et la France et notre amitié. Je garde un souvenir très fort, bien sûr, de l'accueil que j'ai reçu en octobre dernier, et je tiendrai parole en effectuant prochainement en Arménie, madame l'ambassadrice, une visite d'État. Depuis notre dernière rencontre ici même, l'Arménie a attiré sur elle tous les regards, il faut bien le dire. Au printemps, dans un calme et une détermination qui forcent l'admiration, le peuple arménien a exprimé sa volonté profonde de transformation. Les élections parlementaires de décembre ont apporté la démonstration que l'Arménie faisait le choix de la démocratie et du progrès. Et j'ai dit au Premier ministre que la France serait aux côtés de l'Arménie pour écrire cette nouvelle page de son histoire. J'ai aussi eu l'occasion de le féliciter lors du formidable succès du sommet de la Francophonie. Et parmi les nombreux projets que nous avons lancé ces derniers mois, il y en a un qui me tient tout particulièrement à cœur, Charles AZNAVOUR avait décidé de faire du centre culturel qui porte son nom à Erevan, le lieu du rayonnement de la langue et de la culture françaises en Arménie, et dans toute la région. Il devait nous faire visiter en octobre, à quelques jours près le destin en a décidé autrement. Mais nous nous y sommes rendus, avec son fils Nicolas, son épouse, la famille et les amis, et nous avons tenu parole en scellant un partenariat entre l'Institut français, l'Alliance française et la *Fondation Charles Aznavour*. Il y a quelques jours, la première *Nuit des idées* s'est tenue dans ce centre, en Arménie, avant bientôt le *Festival du Film Français*. Et j'apporte ici mon entier soutien à la proposition du président arménien d'organiser dans les prochains mois un concert hommage à Charles AZNAVOUR au bénéfice de ce beau projet qui était le sien, et qui est désormais, si vous m'y autoriser, cher Nicolas le nôtre. Je vous invite ainsi tous à y participer pour que notre langue rayonne auprès de la jeunesse arménienne et pour que se renouvellent ces liens, scellés par notre histoire. À quelques jours près, il n'était pas avec nous, mais dans chacun des gestes qu'il y a eu à ce moment-là, et dans chacune des intentions, il y avait sa trace. L'avenir de la jeunesse d'Arménie doit être un avenir de paix, dans une région où, nous le savons, les sources de tension ne manquent pas. C'est pourquoi nous ne ménagerons aucun effort pour encourager, accompagner, les discussions nécessaires à une résolution pacifique, juste et durable, du conflit du Haut-Karabagh. C'est un autre sujet sur lequel je vais donc maintenant revenir, mes chers coprésidents, comme chaque année. La France jouera tout son rôle de coprésidente du Groupe de Minsk, et c'est d'ailleurs en tant que telle qu'elle a accueilli, le 16 janvier, les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan, engagés dans le dialogue. Ce rôle utile que nous pouvons jouer, en particulier dans le contexte actuel, ne peut se faire qu'à deux conditions : l'impartialité et le respect du droit. D'abord, je veux vous rassurer, à chaque fois qu'il y a eu les déclarations azérides que vous avez évoquées, la France, et d'ailleurs

pas uniquement la France, la Russie, au moins, avec nous, ont à chaque fois condamné officiellement ces déclarations. Je ne voudrais pas qu'il y ait sur ce sujet la moindre ambiguïté. Mais je me dois de revenir sur quelques points plus particuliers que vous avez soulevés, et d'abord répondre très précisément à vos interpellations sur les chartes d'amitié et sur la question des ventes d'armes. Ne vous inquiétez pas, je ne suis pas du genre à éluder le moindre sujet. Sur les chartes d'amitié, je sais, et vous en avez été, l'un et l'autre, les parfaits ambassadeurs, la réelle préoccupation dans certaines communes de France, et l'émotion des derniers mois. Notre pays, comme les autres États partie du processus, ne reconnaît pas la république autoproclamée du Haut-Karabagh. C'est une obligation juridique, autant qu'une question de principe, qui implique que nous ne puissions pas reconnaître les accords signés entre les municipalités ou les collectivités françaises et des autorités de fait du Haut-Karabagh, et c'est une évidence. Et je vous le dis avec beaucoup de sincérité, la même, ça vous est sympathique parce que la cause vous est sympathique sur ce sujet, je l'entends. Mais quel président de la République serais-je si je vous disais : on va lever le contrôle de légalité et on va permettre à des communes d'avoir des accords avec d'autres collectivités, une République qu'on ne reconnaît pas ? Mais il y a des élus de la République qui peut être partagent moins vos valeurs, qui vont aller faire les mêmes accords avec des collectivités dans des pays qui partagent moins nos valeurs, avec lesquels nous avons décidé de ne pas avoir de relations diplomatiques. Les relations diplomatiques, c'est un choix souverain. Il n'est pas à décider au cas par cas, communes entre communes, même quand c'est sympathique, même quand c'est dans les valeurs que vous portez. Et donc, sur ce sujet, le contrôle de légalité continuera à s'appliquer, parce que le peuple souverain ne se définit pas à l'aune de l'amitié d'une commune, ou d'une collectivité, et c'est ainsi que la République fonctionne, et qu'elle continuera à fonctionner. Ce serait contrevenir aux engagements internationaux de la France, et c'est donc pour cela que le contrôle de légalité est exercé par nos préfets. Et je crois que c'est important, sur ce sujet, ni de fragiliser le contrôle de légalité, ni de vouloir faire avancer, par le biais de coopération décentralisée, des sujets importants, parce que dans les moments difficiles, c'est la République qui tient, et la force du peuple souverain tout entier. En revanche, rien ne s'oppose à ce que des initiatives individuelles, non susceptibles de porter atteinte à notre impartialité, telles que par exemple des initiatives à caractère humanitaire ou éducatif, puissent être mises en œuvre par nos concitoyens, dès lors que les fonds publics ne sont pas engagés. C'est dans ce même esprit de bienveillance que des visas peuvent, sous certaines conditions, et par exception au principe de territorialité, être délivrés aussi par notre ambassade à Erevan, à des habitants du Haut-Karabagh, à condition, bien sûr, qu'ils ne se livrent pas, lors de leur séjour en France, à des activités qui pourraient nous mettre en contradiction avec nos obligations. Et je pense que c'est en fonctionnant ainsi que nous pouvons faire avancer les choses, pas autrement. Sur la question des ventes d'armes, je veux, là aussi, être clair. La France, et ce n'est pas le cas de tous les pays, comme vous le savez, respecte scrupuleusement ses obligations liées à l'embargo. Nous ne fournissons donc pas, et nous ne fournirons pas, d'armes et de munitions susceptibles d'être utilisées dans des opérations armées au Haut-Karabagh. Nous sommes d'autant plus exigeants sur ce point qu'il est contrôlé de manière explicite dans la commission présidée par le Premier ministre, comme il l'était d'ailleurs par les Premiers ministres précédents, et que nous avons une responsabilité particulière, encore plus particulière, liée à notre rôle dans le Groupe de Minsk. Je veux aussi, sur ce point, vous rassurer : c'est parce que nous avons une responsabilité particulière que, nous souhaitons, et c'est ce qu'en creux vous avez appelé, que toutes les parties prenantes soient autour de la table, et dans l'histoire du processus, ce n'est pas la France qui a écarté telle ou telle autre partie.

Les relations diplomatiques, c'est un choix souverain. Il n'est pas à décider au cas par cas, commune entre commune, même quand c'est sympathique, même quand c'est dans les valeurs que vous portez. Et donc sur ce sujet, le contrôle de l'égalité continuera à s'appliquer parce que le peuple souverain ne se définit pas à l'aune de l'amitié d'une commune ou d'une collectivité. Et c'est ainsi que la République fonctionne et qu'elle continuera à fonctionner.

Ce serait contrevenir aux engagements internationaux de la France. Et c'est donc pour cela que le contrôle de l'égalité est exercé par nos préfets. Et je crois que c'est important sur ce sujet ni de fragiliser le contrôle de l'égalité ni de vouloir faire avancer par le biais de coopération décentralisée des sujets importants parce que dans les moments difficiles, c'est la République qui tient et la force du peuple souverain tout entier. En revanche, rien ne s'oppose à ce que des initiatives individuelles, non susceptibles de porter atteinte à notre impartialité, tel que par exemple des initiatives à caractère humanitaire ou éducatif, puissent être mises en œuvre par nos concitoyens dès lors que les fonds publics ne sont pas engagés. C'est dans ce même esprit de bienveillance que des visas peuvent, sous certaines conditions et par exception au principe de territorialité, être délivrés aussi par notre ambassade à Erevan à des habitants du Haut-Karabagh à condition, bien sûr, qu'ils ne se livrent pas lors de leur séjour en France à des activités qui pourraient nous mettre en contradiction avec nos obligations. Et je pense que c'est en fonctionnant ainsi que nous pouvons faire avancer les choses, pas autrement.

Sur la question des ventes d'armes, je veux là aussi être clair. La France, et ce n'est pas le cas de tous les pays comme vous le savez, respecte scrupuleusement ses obligations liées à l'embargo. Nous ne fournissons donc

comme tous le savez, respectueusement des engagements nous a échangés nous ne reconnaissons donc pas, et nous ne fournissons pas d'armes et de munitions susceptibles d'être utilisées dans les opérations armées au Haut-Karabagh. Et nous sommes d'autant plus exigeants sur ce point qu'il est contrôlé de manière explicite dans la commission présidée par le Premier ministre, comme il l'était d'ailleurs par les premiers ministres précédents, et que nous avons une responsabilité particulière, encore plus particulière, liée à notre rôle dans le groupe de Minsk. Et je veux aussi sur ce point vous rassurer. C'est parce que nous avons une responsabilité particulière que nous souhaitons, et c'est ce qu'en creux vous avez appelé, que toutes les parties prenantes soient autour de la table. Et dans l'histoire du processus, ça n'est pas la France qui a écarté telle ou telle autre partie. L'un et l'autre l'ont parfois fait. Et je pense que, c'est en tout cas le dialogue que j'ai entamé avec les 2 Présidents, que nous pouvons retrouver un chemin où de tâtonnement en tâtonnement, nous pouvons progressivement réussir à remettre toutes les parties les plus centrales autour de la table.

Les élections, qui viennent de se tenir, vont offrir aujourd'hui un cadre institutionnel stable qui permettra, c'est en tout cas mon souhait, c'est celui que, au nom de la France, j'ai porté lors de mon échange avec le président HAZIRI pour faire avancer ce sujet, et mon engagement sera complet. Par le passé, nous fûmes si proches parfois. Précisément par ce rôle que la France et quelques autres ont su conduire, je crois que nous pouvons y parvenir. Mais faites-moi confiance. Y parvenir, ça n'est pas décider sans aucune garantie de résultat, de perdre toute crédibilité à l'égard d'une partie simplement pour faire plaisir à l'autre quand bien même cela me vaudrait des applaudissements de l'estrade. Et donc, mon rôle est de continuer ce chemin difficile où il faut bâtir la confiance entre deux parties même quand elles ne se parlent pas, même quand il y a des impensés. Parce que je crois que c'est la vocation profonde et universelle de notre pays.

L'avenir de la jeunesse d'Arménie enfin, c'est aussi l'éducation. Et vous l'avez évoqué, madame la présidente, madame le maire, le formidable modèle que nous avons toutes et tous vu en Arménie, l'exemple formidable de l'université française en Arménie qui est de l'un des joyaux de notre coopération. Elle a formé plus de 2 000 étudiants. Nous les avons vus il y a quelques mois, parfaitement francophones, en marge du sommet d'Erevan. Et nous avons aujourd'hui le projet d'un nouveau campus pour que l'UFAR connaisse de nouveaux succès, s'internationalise pour répondre aux besoins de cette jeunesse arménienne qui a envie de France et de francophonie. L'objectif, c'est aussi d'adosser ce nouveau campus au centre des technologies créatives Tumo, pionnier arménien d'éducation numérique plusieurs fois évoqué, et qui a tant inspiré à Paris et ailleurs. Et j'apporte ici mon soutien plein et entier à la levée de fonds internationale qui a été engagée pour permettre à ce beau projet de voir le jour. Je salue le soutien de l'Union européenne, de la région Ile-de-France. Et je compte sur vous tous pour y participer. Et je soutiens cette association très étroite avec la ville de Paris qui a été rappelée par madame le maire.

Mes chers amis, je crois avoir à peu près répondu à tous les points qui avaient été soulevés par les coprésidents avec la même franchise et, je crois, la même volonté de cheminer ensemble. Mais au fond, si je tenais à être là, c'est parce que je veux pouvoir rendre compte, et rendre compte dans le cadre d'une relation qui n'a jamais été de complaisance, mais d'amitié véritable. Quand on vient de loin et qu'on vit durablement ensemble, on ne peut pas progresser ou cheminer dans les facilités, les non-dits, ou les malentendus. Moi, j'aime toujours être parmi vous, d'abord parce que je considère que les Arméniens sont les premiers véritables inventeurs du "en même temps" que j'ai théorisé. Charles AZNAVOUR ayant toujours revendiqué qu'on pouvait être à la fois 100% Français et 100% Arménien, et les gens ne lui ont demandé jamais quel était le vrai dosage en lui disant que ça n'était pas possible, il l'était "en même temps". Plus sérieusement, c'est qu'il y a dans ces histoires de grands Arméniens que j'évoquais, dans cette histoire qui nous lie et dans notre présent, quelque chose qui dit tant de nous. La France est un pays qui a su fasciner, protéger, libérer. Mais surtout dans notre pays, il y a quand même eu ce miracle qu'un homme qui n'était pas Français, qu'un homme qui a attendu 13 ans après la 2e Guerre mondiale, TCHAKARIAN, pour devenir Français, a été prêt à donner sa vie pour la liberté de la France, et qu'un autre qui n'avait jamais fini ses études, jamais vraiment appris dans les livres, allait devenir l'un des plus grands poètes du 20e siècle en langue française, Charles AZNAVOUR. Il y a dans ces 2 destins pour moi quelque chose qui dit tout de la vitalité des Arméniennes et des Arméniens en France et de France, et de ce qu'ils revigorent de la promesse de la République. Quand la République assigne à résidence ou dit pour avoir cette place, il faut être passé par cette case, elle se trahit un peu elle-même. Et quand des destins à qui tout était fermé, pour qui tout était impossible, décident de prendre tout leurs risques et de devenir des héros pour la liberté ou pour la langue, c'est la France et c'est l'Arménie. Et à travers ces deux destins tout particulièrement. Il y a pour moi cet impossible que nous arrivons à chaque fois à réaliser. Et donc, il y a des chemins difficiles. On n'est pas toujours content, on considère qu'on n'a pas tout à fait tout. La République est toujours inachevée. Mais tant qu'il y a des femmes et des hommes qui ne cèdent rien à l'absolu, elle arrive à faire quelque pas. Ce que la France doit aux Arméniennes et aux Arméniens, c'est d'avoir montré que des destins qui étaient prétendus impossibles allaient devenir des exemples. Ce que les Arméniennes et les Arméniens doivent à la France, c'est de lui rappeler qu'elle ne doit jamais s'assoupir, que la République est inachevée, et que les principes sont exigeants, sans aucune facilité. Parfois, c'est plus long qu'on ne le voudrait, c'est plus difficile. Mais au fond, c'est ce travail de phœnix, constant, toujours réinventé, qui fait notre force et qui fait que cette année encore, j'avais envie d'être avec vous.

Merci.

